



REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté-Egalité-Fraternité

CONSEIL MUNICIPAL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Le 28 avril deux mille huit, le Conseil Municipal dûment convoqué le 22 avril deux mille huit, s'est réuni sous la présidence de M. Jean-Christophe LAGARDE, Maire.

PRÉSENTS :

M. Jean-Christophe LAGARDE, Maire

M. Anthony MANGIN, Mme Sylviane MICAULT, M. Romain DACHIVILLE, Mme Elisa CARCILLO, M. François BODIN, Mme Aude LAVAIL, Mme Marie-France VIENNOIS, M. Yacine MAHMOUDI, M. François ZANGRILLI
Adjoint au Maire

Nombre de membres
composant le Conseil. 49

Nombre de membres
en exercice..... 49

Présents à la séance.. 38

Représenté..... 10

Excusé..... 1

Mme Martine JOLY- MOREAU, Mme Annie GOSSET, M. Robert JANSSENS, Mme Fernande GODIER, M. Jean-Pierre BRAISNE, Mme Karine ASSOUS, M. Alain ANANDANE, Mme Jacqueline TORDJMAN, M. Jean-Luc MILLARD, Mme Jacqueline BOUTHORS, Mme Myriam MABIRE, Mme Patricia MSIKA, Mme Kathryn SOLER, M. Michel LASTAPIS, M. Serge CESARATTO, Mme Merzouba COCOZZA, Mme Muriel LAGNEAU, M. Domenico BARTUCCIO, Mme Sabah KHASSANI, M. Mamadou N'DONGO, M. Hervé PLANAS, M. Hamid CHABANI, M. Idilio VALDENEBRO, M. Edgard GARCIA, M. Gilles SAULIERE, Mme Eliane ASSASSI, Mme Rosalie LECHANOINE, Mme Jocelyne VIVENT
Conseillers Municipaux

REPRESENTE :

M. Stéphane SALINI

Mme Martine BOUVELOT

M. Farid AMARI

Mme Bernadette VANDENABELLE

Mme Josseline ABOUCAYA

M. Marcel VEROT

Mme Eliane BAUDRY

M. Ahmed GUETTOUCHE

Mme Anne-Marie GAGNADRE

M. Jean-Louis ROGER

par M. François ZANGRILLI

par Mme Aude LAVAIL

par M. Jean-Christophe LAGARDE

par Mme Elisa CARCILLO

par M. Anthony MANGIN

par Mme Jacqueline BOUTHORS

par Mme Sylviane MICAULT

par M. Yacine MAHMOUDI

par Mme Annie GOSSET

par M. Romain DACHIVILLE

Excusé : M. Jean-Pierre CAPMEIL

Secrétaire de séance : M. Hamid CHABANI

Objet : Droit de préemption des communes sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux, application du décret n° 2007-1827 du 26 décembre 2007.

Le Conseil,

Vu le Code Général des collectivités territoriales, notamment l'article L2121-29 et l'article L2122-21,

Vu le Code l'urbanisme et notamment ses articles L 211-1 et suivants, L 214-1 à L 214-3,

Vu la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises et notamment son article 58, qui instaure un droit de préemption des communes sur les fonds artisanaux, les fonds de commerces et les baux commerciaux, au sein d'un périmètre de sauvegarde défini au préalable par le conseil municipal,

Vu le décret n° 2007-1827 du 26 décembre 2007 relatif au droit de préemption des communes sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux,

Vu la délibération du 30 janvier 2006 concernant la mise en place du droit de préemption sur les fonds artisanaux, de commerce et les baux commerciaux,

Vu la délibération du 25 octobre 2007 relative à l'extension du « périmètre de sauvegarde »,

Considérant les diverses études cartographiques réalisées par la ville sur la problématique des commerces et activités de proximité,

Considérant le risque d'appauvrissement, sur le plan quantitatif et qualitatif, de l'offre commerciale de proximité dans les secteurs commerciaux sis en différents points de la Ville,

Considérant que cette problématique touche l'ensemble des activités et des commerces de proximité répartis sur le territoire communal,

Considérant la volonté pour la commune de Drancy de lutter pour le maintien de la qualité des commerces de proximité,

Considérant l'intérêt de la loi et de son article 58 d'établir un droit de préemption au profit de la commune, sur les fonds artisanaux, les fonds commerciaux et les baux commerciaux, et ce, au sein d'un périmètre dit « périmètre de sauvegarde »,

Vu l'avis des Chambres Consulaires de la Seine-Saint-Denis,

Vu le plan du périmètre dit « périmètre de sauvegarde »,

DELIBERE :

Article 1 : Approuve le périmètre dit « périmètre de sauvegarde » du commerce et de l'artisanat de proximité selon plan annexé.

Article 2 : Approuve l'instauration du droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerces et les baux commerciaux dans le périmètre de sauvegarde ci-dessus défini.

Reçu(e) en Préfecture le 30 AVR. 2008
Affiché(e) le 29 AVR. 2008
Certifié(e) exécutoire le 30 AVR. 2008

Pour le Maire
L'Adjoint



[Signature]

Fait et délibéré en séance
du 28 avril 2008

Le Maire



Jean-Christophe LAGARDE